



**PRÉFET  
D'ILLE-  
ET-VILAINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFICATIF N° 42 202-1  
autorisant la SAS OLGA à exploiter une installation classée  
pour la protection de l'environnement (ICPE)  
au lieu-dit « La Rivière » sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment le livre V (partie législative et réglementaire) ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 42 202 du 26 janvier 2015, autorisant la SAS TRIBALLAT NOYAL à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement à NOYAL-SUR-VILAINE, au lieu-dit « La Rivière » ;

**Vu** la preuve de dépôt n° A-1-ARGFEUDDD du 19 mai 2021 relatif au changement d'exploitant d'une installation classée relevant du régime de la déclaration pour le site « Petit Billy » situé sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE ;

**Vu** la demande présentée le 10 février 2022 par Monsieur Jean-Charles GALLÉE, responsable environnement de la SAS TRIBALLAT NOYAL située au lieu-dit « La Rivière » sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE, complétée par le formulaire d'examen au cas-par-cas déposé le 28 avril 2022 ;

**Vu** le courrier de la préfecture d'Ille-et-Vilaine du 10 mai 2022 prenant acte du changement de la dénomination sociale de la SAS TRIBALLAT NOYAL, devenue SAS OLGA à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 31 mai 2022 portant décision après examen au cas-par-cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, dispensant la SAS OLGA de la production d'une étude d'impact ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 30 juin 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral modificatif notifié à la SAS OLGA par courrier recommandé avec accusé de réception le 25 juillet 2022 ;

**Vu** le courrier du 28 juillet 2022 transmis par la SAS OLGA, relatif aux observations émises sur le projet d'arrêté préfectoral modificatif notifié le 25 juillet 2022 ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part, de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**CONSIDÉRANT** que les observations formulées par l'exploitant dans son courrier du 28 juillet 2022 sur le projet d'arrêté préfectoral modificatif sont de nature à être prises en compte

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Modification de la dénomination sociale**

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 42 202 du 26 janvier 2015 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« La société OLGA, site « La Rivière », dont le siège social est situé « 2, rue Julien Neveu » sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE, est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions édictées au présent arrêté, à exploiter au sein de son unité de fabrication de produits laitiers et végétaux située « ZI la Giraudière – Route de Paris » sur la commune de NOYAL-SUR-VILAINE, les installations détaillées dans les articles suivants. »

### **Article 2 : Modification du classement des installations**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 42 202 du 26 janvier 2015 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activités, substance et mélange dangereux)	Nature de l'installation	Quantité autorisée
3642	3. a)	A	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10.	Traitement et transformation	215 t/j
4735	1. a)	A	Ammoniac. 4.7 Substances et mélanges nommément désignés La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t.	Installations de réfrigération	2,72 t
4130	2. a)	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 4.1.Toxiques 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t.	Acide nitrique	12 t
2910	A. 2)	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 2.9. Divers A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) I) ou au b) IV) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) V) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion <sup>(1)</sup> est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	4 chaudières	7,2 MW

A : Autorisation, E (Enregistrement), D : Déclaration, DC : Déclaration soumis au contrôle périodique.

Pour les rubriques mentionnées dans le tableau ci-dessous, l'activité est inférieure aux seuils de classement.

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activités, substance et mélange dangereux)	Quantité autorisée
1185	2	NC	1.1.Toxiques Gaz à effet de serre fluoré ou substance appauvrissant la couche d'ozone 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.	< 200 kg
1511	/	NC	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature 1.5 Substances Combustibles Entrepôts exclusivement frigorifiques.	< 5 000 m <sup>3</sup>
1530	/	NC	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	950 m <sup>3</sup>
1532	/	NC	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	< 1 000 m <sup>3</sup>
1630	/	NC	Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique 1.6 Substances Corrosives	< 100 t
2661	1	NC	Transformation de polymères 2.6. Chimie, parachimie, caoutchouc 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : NC) inférieure à 1 t/j	< 1 t/j
2663	/	NC	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères 2.6. Chimie, parachimie, caoutchouc Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510	25 m <sup>3</sup>
2925	/	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 2.9. Divers Accumulateurs électriques (ateliers de charge d').	48,6 kW

»

### **Article 3 : Modification des conditions d'exploitation**

L'installation sera équipée d'un lactoduc pour le transfert du lait réceptionné sur le site vers le site de la société OLGA – Petit-Billy.

L'ouvrage du lactoduc sera aérien sur l'ensemble du tracé (coordonnées Lambert-93 de l'installation =X : 364777.00, Y : 6787774.00).

Un dispositif sera réalisé afin de collecter des fuites accidentelles de lait vers le réseau d'eaux usées. Ces fuites accidentelles seront traitées par la station d'épuration collective interne au site de La Rivière.

L'exploitation, l'entretien, la maintenance et les interventions en cas d'accident/incident du lactoduc seront assurées par le personnel du site OLGA – La Rivière.

### **Article 4 : Modification des conditions d'exploitation**

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 42 202 du 26 janvier 2015 est modifié comme suit :

L'approvisionnement en eau potable du site est réalisé exclusivement à partir du réseau d'adduction d'eau public (130 000 m<sup>3</sup>/an).

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau.

## **Article 5 : Modification des conditions d'exploitation**

L'article 4.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 42 202 du 26 janvier 2015 susvisé, est complété par :

« La fermeture du bassin de confinement sera automatisée. L'installation d'une sonde couplée à une vanne motorisée permettra de mettre de façon automatique le site sous rétention en cas de détection d'une pollution. Cette installation fera l'objet d'une procédure et l'entretien préventif sera défini par une consigne. »

## **Article 6 : Modification des conditions d'exploitation**

L'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 42 202 du 26 janvier 2015 susvisé, est modifié comme suit :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station d'épuration avant leurs épurations, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètres	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Volume journalier	1552	/	800 m³
Matière en suspension totale (MES)	1305	900 mg/l	720 kg
Demande chimique en oxygène* (DCO)	1314	5 450 mg/l	4 360 kg
Demande biochimique en oxygène* (DBO <sub>5</sub> )	1313	3 200 mg/l	2 560 kg
Azote Kjeldahl (NK)	1319	150 mg/l	120 kg
Azote global (NGL)	1551	240 mg/l	192 kg
Phosphore total (Pt)	1350	70 mg/l	56 kg

\* sur effluents non décantés

## **Article 7 : Publicité**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 8 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes - 3, Contour de la Motte – 35 044 RENNES Cedex, ou dématérialisé via l'application « Télérecours citoyen », accessible depuis le site <https://www.telerecours.fr> :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°

## **Article 9 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS OLGA, et dont une copie sera adressée à la maire de la commune de NOYAL-SUR-VILAINE.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,  
le secrétaire général,

Le 25/08/2022



Ludovic GUILLAUME